

## **Derrière les évidences humanitaires**

Par BERNARD HOURS\*

\*Anthropologue, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), auteur de *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, Paris 1998 et, avec Niagale Bagayoko Penone, *Etats, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud*, L'Harmattan, Paris 2005.

Il fallut attendre les inévitables dérives, rançon du succès de l'humanitaire, pour que soit admis l'utilité d'interroger ses intentions et même sa moralité désormais exposée aux soupçons. Ainsi, les mésaventures l'Arche de Zoé au Tchad, début 2008, ont fait l'objet d'une couverture médiatique critique là où, auparavant, les bonnes intentions se suffisaient à elles-mêmes. Déjà, lors du tsunami en Asie du Sud-Est en 2004, la capacité des organisations non gouvernementales (ONG) à gérer les importants dons reçus avait été mise en cause.

L'action humanitaire repose en effet sur un ensemble cohérent de pratiques et de principes présentés comme nécessaires et moraux, qui constituent une idéologie ou un regard sur le monde. C'est précisément parce qu'elle se revendique de l'évidence qu'il convient de l'interroger. Trois de ses piliers méritent ainsi examen : l'universalité des droits de l'homme, affirmation aussi sympathique que problématique ; la construction de la figure de la victime sans laquelle il n'y a pas de sauvetage ; l'ingérence comme droit d'accès non négocié aux victimes. L'universalité des droits de l'homme est un postulat sans lequel il n'y a pas d'action humanitaire légitime. Mais quelle est la nature du sujet porteur de ces droits désormais déclinés en secteurs tels que la santé, l'éducation, la sécurité ? Ce n'est pas le sujet de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui était un sujet politique. C'est un exemplaire de l'espèce et un corps biologique dont l'existence doit être sauvée de la famine, d'une épidémie, ou d'une catastrophe naturelle. C'est la mission de la médecine d'urgence dont Médecins sans frontières (MSF) est devenu un symbole planétaire et un label transnational. Le droit à la vie est un produit du XX<sup>e</sup> siècle tardif et de l'âge humanitaire qui commence avec la Croix Rouge mais se structure dans les années 1980. Il s'inscrit dans une dépolitisation et une moralisation générales.

On peut d'ailleurs se demander dans quelles proportions le corps de la victime est un sujet... ou un objet. Sa dignité est abstraite, relativisée par les circonstances (camps de réfugiés par exemple). Être un homme est encore un statut ; être une victime est déjà un état. Les victimes sont par nature impersonnelles et interchangeables. Elles apparaissent dans les courriers des ONG, figurantes passives d'un marketing émotionnel. Elles ne sont pas des personnes dignes mais des blessés et des images, objets de promotion et non pas actrices d'un échange humain. L'inégalité et l'absence de réciprocité caractérisent le rapport entre sauveteurs et sauvés. La plupart des individus concernés ne se pensent d'ailleurs pas, d'abord, comme des victimes mais

comme des individus confrontés à un drame. Les hommes luttent, en effet, depuis la nuit des temps contre les violences de la nature, des pouvoirs, de la société. Les Philippins écrasés chaque année par les typhons, ou les Bengladeshis pataugeant dans les inondations à répétition affrontent la crise qui s'intègre à leur destin d'hommes inscrits sur un territoire à risques. C'est le regard d'un autrui étranger qui les construit en victime. Le SAMU ne vient que sur appel. L'humanitaire débarque. C'est lui qui choisit de venir et décrète l'urgence. Il sauve souvent mais selon son « agenda »<sup>i</sup>.

En exigeant, au nom d'un devoir d'intervention peu discutable, un libre accès aux victimes, les humanitaires du XX<sup>e</sup> siècle ont produit un « droit » d'ingérence (*lire l'encadré*) qui, à l'usage, semble plus une épine politique pour tous les Etats qu'une victoire de l'humanité sur elle-même. Il sera d'ailleurs de plus en plus contesté sous sa forme incantatoire, « lyrico-kouchnérienne ». En effet, il est apparu à une époque (la fin des années 1980) où les prétentions occidentales pouvaient apparaître universelles. Ce n'est plus le cas désormais. L'économie de marché n'a pas produit plus de démocratie en Chine et les dégâts sociaux du libéralisme total amènent les Etats à reprendre la main. Les leçons de morale exportées font moins recette lorsque la croissance économique change d'hémisphère. De la Chine à la Russie, régimes autoritaires, et dans de nombreux autres Etats, l'ingérence humanitaire est perçue comme un rideau de fumée créateur de tensions politiques superflues. Depuis peu, les humanitaires sont pris à partie car ils sont de plus en plus fréquemment tenus pour responsables des désordres locaux, en particulier dans les lieux où les Etats faibles sont mis sous tutelle par des intervenants multilatéraux (ONG, humanitaires, militaires). Lorsque le malheur se prolonge, comme en Haïti, tous ces étrangers bien payés, roulant en 4x4, reçoivent des pierres, voire sont enlevés dans l'espoir d'une rançon mais plus probablement comme un cri de désespoir. En Afghanistan, deux membres d'Action contre la faim ont été enlevés en juillet 2008 avant d'être relâchés contre rançon. Au Sri Lanka, plusieurs membres de cette même association ont été tués en 2006. Plusieurs volontaires de MSF ont été capturés au Daguestan ou en République démocratique du Congo depuis 2005. Ces phénomènes s'observent dans les zones de conflits où les ONG cohabitent avec des militaires ou des casques bleus. Dans ces lieux, l'intention humanitaire sert de moins en moins de sauf-conduit comme en Palestine, en Erythrée, au Soudan, au Yemen, au Sri Lanka, au Darfour. C'est encore moins le cas en Irak ou en Afghanistan.

Le fond du problème semble être l'absence de légitimité politique de l'ingérence. Elle présume une société civile mondiale qui n'existe pas, donnant un mandat universel (comme les droits) à des intervenants dont la nationalité, les ressources, l'idéologie seraient neutralisées ou occultées, comme par un de ces enchantements globaux contemporains qui produisent les images d'un bonheur virtuel en direction de tous les malheureux réels. Elle nie la territorialité de

l'existence humaine, l'insertion des hommes dans un tissu tant géographique que politique, c'est-à-dire des Etats souverains.

Or la crise qui frappe la mondialisation capitaliste et financière amène les Etats à revenir sur la scène. On peut penser que le « droit d'ingérence » s'en trouvera encore fragilisé. Et ce d'autant plus que l'existence de politiques publiques d'aide inscrit l'action humanitaire dans le champ de compétence des pays les plus souverains, tandis que les bailleurs multilatéraux financent les ONG à grandes échelles dans les pays les moins souverains.

Les contradictions éclatent les unes après les autres. L'épisode tragi-comique de l'Arche de Zoé souligne à la fois le rôle central joué par le prétexte du sauvetage de la vie biologique, inventé de toutes pièces ici, et les effets absurdes d'un usage démagogique de l'ingérence auquel es propos intempestifs de certains responsables politiques ne sont pas étrangers. Indépendamment du sérieux de la plupart de ses acteurs, l'action humanitaire est victime de son utilisation abusive du spectacle du malheur des autres. Un marketing éhonté envoie à la porte des stations de métro des jeunes affublés de vêtements flashant vantant, comme pour les dentifrices, les mérites de Médecins du monde ou d'Action contre la faim en quête de donateurs désormais fatigués à force de sollicitations, d'émotions faciles et de causes multiples à soutenir.

Longtemps entre les mains d'ONG fondatrices comme MSF, Médecins du Monde, ou Action internationale contre la faim (AICF) - devenue Action contre la faim - , l'humanitaire a été transformé par l'implication des Etats dans les années 1990. Cette entrée en lice a mis un terme à l'angélisme associatif. En France, MM. Bernard Kouchner et Claude Malhuret furent respectivement les premiers secrétaires d'Etat aux droits de l'homme de gauche et de droite. Ils ont institutionnalisé et officialisé le rôle des ONG. Engagés dans l'antitotalitarisme des dernières années de l'URSS (autour de l'abcès afghan), ces deux médecins invoquaient alors des droits de l'homme dont l'apolitisme s'évapora avec la fin de la guerre froide<sup>ii</sup>. Il apparut en effet, dès le début des années 1990, que l'antitotalitarisme avait été largement soutenu par les Etats-Unis et que l'exercice de fonctions ministérielles confrontait les intéressés à la nécessité d'assumer les conséquences de leurs discours. Depuis, la vocation des humanitaires à s'occuper de « catastrophes politiques » dites « totalitarismes » a diminué de véhémence. Toutefois les récentes catastrophes naturelles en Birmanie et en Chine, les événements du Tibet<sup>iii</sup>, montrent la rémanence de « l'antitotalitarisme ».

Pour les Etats, l'humanitaire est un champ stratégique où l'on envoie des militaires côtoyer des médecins au grand dam de ces derniers. Les organisations multilatérales, dont l'Union européenne en particulier, financent des programmes à grande échelle, tandis que, de manière contiguë, d'autres lignes de crédits sont engagées pour le « maintien de la paix », par l'ONU notamment. Ces acteurs se croisent, se coordonnent mal, et inondent les pays les plus

pauvres d'une foule d'intervenants qui produisent autant de désordre que d'ordre.

Ni les Etats, ni les organisations multilatérales ne pouvaient laisser durablement aux associations le monopole de l'émotion, de la solidarité, de la générosité. Un Etat doit aussi avoir du cœur pour être légitime. L'humanitaire est donc devenu un monde où se télescopent des politiciens démagogues, des professionnels fatigués et inquiets, des bailleurs technocratiques multilatéraux inscrits dans des logiques bureaucratiques et financières, des donateurs soupçonneux ou blasés qui tendent à privilégier les causes de proximité<sup>iv</sup>. Il y a cirque car il y a spectacle, celui du malheur des autres, marchandise médiatique dont l'inflation n'inquiète personne.

L'humanitaire est un élément central de la globalisation morale en cours. L'économie de marché, le capitalisme, doivent impérativement blanchir les profits nés de leur exploitation mondialisée. Le travail des enfants, les cadences productives, les heures supplémentaires non payées... toutes ces violences ou exactions dans un univers de dérégulations multiples doivent être maquillées. Le développement de la violence dans de nombreuses sociétés produit un nombre élevé d'exclus dont une petite minorité sont identifiés comme victimes. En donnant des gages de moralité, de pseudo transparence, de charité qui revient au galop, c'est un impôt général de normalité morale qui rend les donateurs, les Etats et les entreprises, conformes à une humanité elle-même morale. L'univers de l'action humanitaire est post politique. C'est celui des gadgets de bonne conscience, lancés par des ONG, entreprises de moralité aujourd'hui dépassées par leurs créatures. Le XX<sup>e</sup> siècle fut celui de la question sociale. Le XXI<sup>e</sup> siècle devra gérer un nombre considérable de victimes de la nature et de l'économie de marché, productrice d'exclusions planétaires démultipliées<sup>v</sup>.

Sur ce volcan, les spectacles programmés par l'humanitaire tentent, avec un succès moyen, de poser des cautères sur les jambes de bois, tandis que des professionnels, des volontaires, des bénévoles, essayent de colmater les voies d'eau. Ce qu'ils font est utile. Ce n'est pas la solution. Ainsi, l'action humanitaire a contribué à éclipser, en partie, le développement, en lui substituant la notion de « lutte contre la pauvreté », plus proche de la médecine d'urgence car elle apparaît comme une véritable pathologie, une maladie.

A force de masquer l'injustice derrière la détresse, l'idéologie humanitaire nous propose des normes toujours minimales d'une vie qui n'est que survie (Etre moribond est-il la condition essentielle pour recevoir assistance ? Et est-ce bien moral ? Et humain ?). Elle tire l'humanité vers le bas, vers les espèces naturelles qui peuplent la bio diversité. A l'opposé des aspirations des Lumières, elle valide l'idée d'un monde partagé entre les performants d'un côté et les malades ou réfugiés de l'autre. Elle contribue à la mise en place de cet apartheid planétaire. Ces stratégies du désastre s'inscrivent dans une mise sous tutelle, globale, morale et sécuritaire.

Au Nord, la mise en scène des catastrophes permanentes invite les citoyens à oublier les mouvements sociaux d'hier pour un univers d'indignations et de coups de cœurs volatiles où il n'y a place que pour l'émotion qui tend à éteindre la conscience de l'injustice. Elle inhibe la capacité de révolte. Instrument de gouvernance morale et de trafic politique et idéologique au service de la globalisation, l'humanitaire, action, champ et idéologie, creuse l'extradition du politique et du social car les vaincus se révoltent mais les victimes font beaucoup pleurer, en particulier tous ceux qui trouvent ainsi plus mal traités qu'eux-mêmes. L'émotion humanitaire produit au mieux de l'indignation. Elle empêche la rébellion.

---

<sup>i</sup> Il la gestion du nombre des victimes, qui justifie l'intervention, est édifiante. Parfois il est sous-évalué, souvent surévalué. Des Etats, en Amérique latine par exemple (cyclone Mitch au Nicaragua, Guatemala, Salvador) ont tendance à surestimer le nombre de victimes pour s'inscrire dans l'agenda humanitaire global, contrairement à la Birmanie ou à un moindre degré, la Chine lors du tremblement de terre en 2008.

<sup>ii</sup> Guilhot Nicolas, *The democracy makers. Human rights and the politics of global order*. Columbia university press. NewYork, 2005.

<sup>iii</sup> Lire Slavoj Žižek, « Le Tibet dans le rêve de l'autre », *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

<sup>iv</sup> Lire Pierre Micheletti, « L'humanitaire victime des logiques d'Etat », *Le Monde diplomatique*, juin 2007.

<sup>v</sup> Yves Dezelay, Bryant Garth, « Droit de l'homme et philanthropie hégémonique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, Paris, mars 1993.